

# **HYERES : Max BAUER : « Kiwis, tromperie sur l'origine et reconnaissance du préjudice des producteurs français »**

Les juges du tribunal correctionnel de Valence viennent de rendre leur délibéré dans le dossier de la francisation des kiwis.



Dans cette affaire, les fruits originaires d'Italie étaient revendus dans l'Hexagone comme des fruits produits en France. Si le kiwi est originaire de Chine, la production française est tout sauf anecdotique. Le kiwi est en effet la 6ème espèce de fruit cultivée sur le territoire national par pas moins de

1 500 producteurs.

Le kiwi français se porte bien à la production comme à la vente. Il n'en fallait pas moins pour aiguïser les appétits, et tromper le consommateur même au mépris de l'origine, au préjudice des consommateurs – floués sur la qualité – et des producteurs français, victimes d'une concurrence déloyale. Cette tromperie avait en outre jeté le discrédit sur l'authenticité et la valeur de l'origine » France « .

La CR, qui a fait de la transparence sur l'origine un principe incontournable, s'est donc portée partie civile, tout comme la FNPF (Fédération nationale des producteurs de fruits). Les juges n'ont d'ailleurs pas hésité à condamner les prévenus à des peines d'amendes supérieures à ce qui avait été requis par le procureur (allant jusqu'à 50 000 €).

La Coordination Rurale réaffirme, par son implication, la défense de notre agriculture ; elle se satisfait de ce délibéré reconnaissant l'origine française.

#### **Coordination Rurale PACA**

**Max Bauer – Président**

**324 Traverse du domaine de l'Ourse – 83400 HYERES**

**Tel : 04 67 47 52 30 – Site:**

**[www.coordinationrurale.fr/provence-alpes-cote-dazur/](http://www.coordinationrurale.fr/provence-alpes-cote-dazur/)**

#### **A propos de la Coordination Rurale PACA**

**La Coordination Rurale Provence-Alpes-Côte-d'Azur est un syndicat indépendant de toute organisation économique et politique qui défend tous les agriculteurs. Ses représentants sont des bénévoles vivant de leur ferme, présents dans les instances départementales et régionales où ils apportent l'avis de vrais paysans. La CRPACA lutte pour que les agriculteurs conservent leur liberté d'entreprendre avec des prix rémunérateurs, pour que le foncier agricole cesse d'être menacé par la pression urbaine et pour la protection des productions méditerranéennes.**